

Convention collective
IDCC : 8733. – ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES
ET RURAUX ET CUMA
(Tarn et Haute-Garonne)
(11 décembre 1987)
(Étendue par arrêté du 15 mars 1988,
Journal officiel du 24 mars 1988)

AVENANT N° 70 DU 19 JANVIER 2017
RELATIF AUX ARTICLES 56, 57, 57 BIS ET 58

NOR : AGRS1797217M
IDCC : 8733

Entre

Syndicat départemental des entrepreneurs des territoires du Tarn

Syndicat départemental des entrepreneurs des territoires de la Haute-Garonne

Fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole du Tarn

Fédération départementale des coopératives d'utilisation de matériel agricole de la Haute-Garonne

D'une part, et

Union professionnelle régionale agroalimentaire CFDT

Fédération générale agroalimentaire et forestière CGT Tarn

Fédération générale agroalimentaire et forestière CGT Haute-Garonne

Fédération générale des travailleurs de l'agriculture FO Tarn

Fédération générale des travailleurs de l'agriculture FO Haute-Garonne

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC Tarn

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC Haute-Garonne

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Pour se mettre en conformité avec l'avenant n° 4 du 15 septembre 2015 à l'accord national du 10 juin 2008 concernant la protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance, et avec les dispositions légales concernant les régimes collectifs de prévoyance, les parties de la présente convention collective se sont accordées pour procéder à un aménagement des articles 56, 57, 57 *bis* et 58.

Il s'agit notamment de supprimer toute référence à l'organisme assureur désigné en matière de garantie de prévoyance à la suite de la censure des clauses de désignation par le conseil constitution-

nel. Les entreprises relevant du champ d'application de la présente convention collective disposent en effet de la liberté de choix de leur organisme assureur pour couvrir les risques définis au sein de ladite convention.

Article 1^{er}

L'article 56 « Retraite complémentaire » est modifié comme suit :

.....
.....
« Cependant, à compter du 1^{er} janvier 2002, les entreprises nouvelles doivent obligatoirement affilier leur personnel non cadre à la CAMARCA, institution du groupe AGRICA, 21, rue de la Bienfaisance, 75382 Paris Cedex 08.

Les conditions d'adhésion, d'assujettissement, d'assiette et de taux de cotisations applicables aux employeurs et aux salariés sont celles fixées par la convention collective de retraite du 24 mars 1971, ses annexes et ses avenants.

Les coopératives d'utilisation de matériel agricole dont le siège est situé dans le département de la Haute-Garonne relèvent du régime institué par la convention collective de retraite et de prévoyance des personnels des professions agricoles de la Haute-Garonne du 25 avril 1968 et doivent adhérer, pour leurs salariés non cadre, auprès de la caisse autonome de retraites complémentaires agricoles (CAMARCA) 21, rue de la Bienfaisance, 75382 Paris Cedex 08.

Article 2

L'article 57 « Dispositions communes au régime de prévoyance décès-incapacité-invalidité » est modifié comme suit :

« A. – Bénéficiaires

Les articles 57 *bis* et 58 précisent le contenu du régime de prévoyance applicable à tous les salariés relevant de la convention collective nationale de retraite du 24 mars 1971 (non affiliés à l'AGIRC), entrant dans le champ d'application de la présente convention collective.

Sont donc exclus du dispositif de prévoyance :

- les cadres et personnels relevant de la convention collective du 2 avril 1952 et de la caisse de retraite complémentaire cadre en application des décisions de l'AGIRC et bénéficiant à ce titre du régime de prévoyance défini dans la convention précitée ;
- les salariés tels que définis ci-dessus relevant d'un accord collectif étendu plus favorable que la présente convention ;
- les VRP et bûcherons-tâcherons relevant d'autres dispositions conventionnelles.

La condition d'ancienneté requise est réputée acquise au 1^{er} jour du mois civil suivant celui au cours duquel le salarié acquiert l'ancienneté, telle que précisée aux articles 57 *bis* et 58.

B. – Durée. – Dénonciation

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Il pourra faire l'objet d'une révision ou d'une dénonciation conformément aux dispositions légales.

C. – Maintien des garanties

Conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi Évin, la résiliation ou le non-renouvellement du contrat collectif d'assurance que l'employeur a souscrit afin de couvrir les garanties prévoyance de la présente convention collective, est sans effet sur le versement des prestations immédiates ou différées qui sont acquises ou nées durant son exécution.

Ainsi, le principe est que les prestations de protection sociale complémentaire liées à la réalisation d'un sinistre survenu pendant la période de validité du contrat d'assurance de groupe ne peuvent être remises en cause par la résiliation ultérieure dudit contrat.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article 7.1 de la loi Évin, la résiliation ou le non-renouvellement du contrat collectif d'assurance que l'employeur a souscrit afin de couvrir les garanties prévoyance du présent accord, est sans effet sur les prestations à naître au titre du maintien de garantie en cas de survenance du décès avant le terme de la période d'incapacité de travail ou d'invalidité, telle que définie dans la présente convention collective.

D. – Revalorisation des prestations de prévoyance

À la fin de chaque année civile, la revalorisation des prestations de prévoyance est examinée par l'organisme assureur, lequel fixe, pour chaque exercice, le coefficient servant à la revalorisation des prestations en cours de service.

E. – Reprise du passif des garanties de prévoyance

Conformément à l'article L. 912-3 du code de la sécurité sociale, en cas de changement d'organisme assureur par l'employeur, les prestations en cours de service à la date de ce changement continueront à être revalorisées selon les modalités prévues à l'article D ci-avant.

Lors du changement d'organisme assureur, l'employeur devra organiser la prise en charge des obligations ci-dessus définies, soit par l'organisme dont le contrat a été résilié, soit par le nouvel organisme assureur.

F. – Portabilité

Les salariés bénéficient des dispositions légales sur le maintien des garanties de protection sociale complémentaire en cas de cessation du contrat de travail ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage selon les conditions définies par les textes légaux et ce à compter de la date fixée par la loi. Les dispositions légales sur la portabilité s'appliquent en vertu de l'article L. 911-8 du code de la sécurité sociale. »

Article 3

L'article 57 *bis* « Garantie décès » est modifié comme suit :

« Tous les salariés non cadres, tel que définis à l'article 57, bénéficient d'une couverture décès assurée dans les conditions suivantes.

A. – Définition des ayants droit

CONJOINT

La personne mariée avec le participant et non séparée de corps.

COCONTRACTANT D'UN PACS

La personne ayant conclu un pacte civil de solidarité (Pacs) avec le participant, conformément aux dispositions des articles 515-1 et suivant du code civil.

CONCUBIN

Est considérée comme concubin la personne pouvant justifier d'au moins 2 ans de vie commune avec le salarié et étant libre de tout lien de mariage ou de Pacs. La condition de durée est considérée comme remplie lorsque au moins un enfant est né de cette union.

ENFANTS

Par « enfant », il faut entendre :

- les enfants du salarié, nés ou à naître, dont la filiation est légalement établie, y compris adoptive ;
- les enfants recueillis par le salarié pour lesquels la qualité de tuteur lui est reconnue ;
- les enfants élevés pendant 9 ans au moins avant leur 16^e anniversaire.

Ces enfants sont considérés comme « enfants à charge » :

- s'ils ont moins de 18 ans, sans condition ;
- s'ils ont moins de 26 ans s'ils sont étudiants, apprentis, demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi et non indemnisés ;
- s'ils sont reconnus invalides au sens de la législation des assurances sociales quel que soit leur âge, à condition que l'état d'invalidité ait été constaté avant leur 21^e anniversaire.

B. – Prestations

En cas de décès toutes causes ou accidentel du salarié, il est versé un capital de base dont le montant est égal à 100 % de son salaire annuel de référence, au(x) bénéficiaire(s) qu'il a désigné(s) ou, en l'absence de désignation expresse de bénéficiaires, à ses ayants droit ou à défaut ses héritiers conformément à la législation et la réglementation applicable.

Ce capital est majoré de 25 % par enfant à charge. Il est versé à la demande du ou des bénéficiaires.

Par ailleurs, en cas de perte totale et irréversible d'autonomie (PTIA) ⁽¹⁾, le salarié peut percevoir à sa demande, par anticipation, le capital de base prévu ci-dessus. En tout état de cause, ce versement anticipé met fin à la garantie en cas de décès.

Le décès postérieur ou simultané du conjoint ou du cocontractant d'un Pacs non remarié, entraîne le versement au profit des enfants restant à charge d'un capital d'un montant égal à celui prévu en cas de décès du salarié.

Le salaire de référence servant de base au calcul des prestations est égal aux rémunérations brutes des salariés, entrant dans l'assiette des cotisations de la sécurité sociale, telles que définies par l'article L. 242-1 du code de la sécurité sociale applicable au régime agricole par renvoi prévu à l'article L. 741-10 du code rural et de la pêche maritime, dans la limite de quatre fois le montant du plafond de la sécurité sociale (tranche A et B) déclarées soit au cours des 12 mois précédant l'événement, soit en se rapportant à la période de référence retenue par la sécurité sociale pour déterminer le salaire journalier ou mensuel de référence servant au calcul de ses prestations.

Lorsque la période de référence des 12 derniers mois précédant l'événement n'est pas complète, le salaire annuel servant de base au calcul des prestations est reconstitué au prorata.

C. – Risques exclus

La garantie décès couvre tous les risques décès, à l'exclusion de ceux résultant :

- de la guerre civile ou étrangère ;
- du fait volontaire du bénéficiaire, le suicide étant toutefois couvert.

D. – Cotisations

La garantie décès est financée intégralement par l'employeur.

Article 4

L'article 58 « Garantie incapacité de travail temporaire et permanente » est modifié comme suit :

« A. – Garantie incapacité temporaire de travail

En cas d'arrêt de travail occasionné par une maladie ou un accident de la vie privée, un accident de travail, de trajet ou une maladie professionnelle, le salarié, tel que défini à l'article 57, justifiant de 21 jours de travail effectif continus ou non dans l'entreprise à la date de son arrêt de travail bénéficie d'indemnités journalières complémentaires à celles versées par la mutualité sociale agricole.

(1) PTIA : la perte totale et irréversible d'autonomie est nommée aussi IAD (invalidité absolue et définitive), cela correspond à une invalidité de 3^e catégorie de la sécurité sociale ou une incapacité permanente professionnelle consécutive à un accident du travail ou une maladie professionnelle au taux au moins égal à 66,66 %.

Les 21 jours de travail effectif continus ou non dans l'entreprise sont appréciés sur une période de 6 mois précédant la date de l'arrêt de travail.

Ces indemnités journalières complémentaires sont versées à compter :

- du 1^{er} jour d'arrêt en cas d'arrêt occasionné par un accident du travail, de trajet ou une maladie professionnelle ;
- du 4^e jour d'arrêt en cas d'arrêt occasionné par une maladie ou un accident de la vie privée ;

de sorte que l'indemnisation globale perçue par le salarié (indemnisation mutualité sociale agricole comprise) soit égale à 90 % du salaire retenu pour le calcul des indemnités journalières légales et sont versées pendant :

- 30 jours si l'ancienneté est inférieure à 3 ans ;
- 40 jours si l'ancienneté est égale à 3 ans et inférieure à 8 ans ;
- 50 jours si l'ancienneté est égale à 8 ans et inférieure à 13 ans ;
- 60 jours si l'ancienneté est égale à 13 ans et inférieure à 18 ans ;
- 70 jours si l'ancienneté est égale à 18 ans et inférieure à 23 ans ;
- 80 jours si l'ancienneté est égale à 23 ans et inférieure à 28 ans ;
- 90 jours si l'ancienneté est égale ou supérieure à 28 ans.

À l'expiration de cette première période d'indemnisation, le salarié bénéficie du maintien de 80 % de ce même salaire aussi longtemps que sont versées les indemnités journalières légales.

En tout état de cause, le montant de la prestation, cumulée à celle du régime de base de la mutualité sociale agricole, ne doit pas conduire l'intéressé à percevoir plus que son salaire net de période d'activité.

La garantie incapacité temporaire de travail est complétée par une assurance des charges patronales financée par une cotisation uniquement à la charge de l'entreprise. Cette assurance couvre les cotisations sociales dues par les employeurs sur les indemnités journalières complémentaires versées en cas d'incapacité temporaire de travail d'un salarié.

B. – Garantie incapacité permanente de travail

Les salariés, tels que définis à l'article 57, justifiant de 21 jours de travail effectif continus ou non dans l'entreprise à la date de leur arrêt de travail bénéficient, en cas d'invalidité de catégorie 1, 2 ou 3, reconnue par le régime de base de sécurité sociale ou en cas d'attribution d'une rente accident du travail pour une incapacité permanente professionnelle (IPP) au moins égale aux deux tiers, du versement d'une pension d'invalidité complémentaire aux prestations versées par le régime de la mutualité sociale agricole.

Dans tous les cas, son montant (sous déduction de la pension ou de la rente mutualité sociale agricole et de l'éventuelle rémunération d'une activité salariée) est égal à 80 % du salaire brut du salarié.

Le salaire brut pris en compte correspond à 1/12 des salaires bruts perçus par le salarié au cours des 12 mois civils précédant la date de l'arrêt de travail.

C. – Cotisations

La mensualisation conventionnelle et l'assurance des charges sociales patronales sont financées intégralement par les employeurs.

La garantie incapacité temporaire conventionnelle est financée à 13 % par l'employeur et à 87 % par le salarié.

La garantie incapacité permanente professionnelle est financée intégralement par l'employeur.

La garantie incapacité permanente privée est financée intégralement par le salarié. »

Article 5

L'avenant n° 70 du 19 janvier 2017 prend effet le 1^{er} jour du trimestre civil suivant la parution de son arrêté d'extension au *Journal officiel* et au plus tôt le 1^{er} janvier 2018.

Article 6

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Article 7

Un exemplaire du présent avenant sera remis à chaque partie signataire, et deux exemplaires seront déposés à l'unité départementale du Tarn de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Occitanie.

Fait à Albi, le 19 janvier 2017.

(Suivent les signatures.)